

COMMÉMORATION DU 17^E ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION D'ABDELHAK BENHAMOUDA

Un hommage à la hauteur de l'homme

C'est dans le calme et la sérénité que s'est déroulée, hier, la cérémonie de recueillement à la mémoire de feu Abdelhak Benhamouda au siège de la Centrale syndicale qui porte son nom. Des personnalités politiques, à l'image du secrétaire général du FLN, des présidents du MPAN, du TAJ, des cadres du PT et de très nombreux syndicalistes ont tenu à marquer de leur présence cette cérémonie.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - «Le chahid Abdelhak Benhamouda était, certes, un syndicaliste de l'UGTA, mais il appartient à toute l'Algérie. Son militantisme n'était pas seulement syndical. C'est un patriote et un républicain qui est mort pour l'Algérie et il appartient à tous les Algériens.»

C'est en ces termes que le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd a parlé de son «ami» et «camarade» Abdelhak Benhamouda. Après la brève prise de parole, des gerbes de fleurs ont été déposées au pied de la stèle érigée à la mémoire du «martyr Abdelhak Benhamouda». En effet, la mémoire de celui qui avait incarné avec d'autres cadres syndicaux de l'UGTA, à l'image de Sidi Saïd Abdelmadjid au lendemain du 8^e congrès, le début d'un change-

ment au sein de la Centrale syndicale, a été honorée à la hauteur de la personnalité. Abdelhak Benhamouda, pour rappel, était également le père du projet du parti RND, dont il devait d'ailleurs prendre la présidence avant que ses assassins n'en décident autrement.

Le défunt se savait menacé par les terroristes, qui ne lui ont jamais pardonné la création du CNSA (Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie) au lendemain du scrutin de décembre 1991, et par ceux que le projet qu'il portait à travers la création du parti dérangeait. Au sujet de ces menaces, le défunt se confiait à ses proches, des syndicalistes et même des journalistes.

Natif de Constantine, Benhamouda estimait que «l'organisation syndicale avait ses limites et qu'elle ne pouvait pas



Feu Abdelhak Benhamouda.

aller au-delà de sa vocation revendicatrice». «De plus, elle compte en son sein plusieurs sensibilités politiques qu'il n'était pas question de canaliser ou de confiner dans un moule unique. Il fallait donc un projet politique éminemment républicain», avait-il déclaré. Et le destin fut autre. Le 28 janvier 1997, à quelques mois des élections législatives, il était assassiné. Son assassinat a eu

lieu quelques minutes après qu'il eut quitté ses bureaux à la Centrale syndicale, pour aller prendre possession de la clé du local du nouveau parti. Ses «liquidateurs» l'attendaient patiemment. Ils tirèrent sur lui. Il tentera de se défendre, mais la mort a eu raison de lui.

En marge de cette cérémonie, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a réitéré

«son appel au Président et moudjahid Abdelaziz Bouteflika pour qu'il présente sa candidature en perspective d'un quatrième mandat et nous allons faire campagne pour lui.

Nous n'allons pas nous contenter de l'inviter à se porter candidat et nous ne comptons pas faire les choses à moitié». Evoquant précisément le rôle «prépondérant» du chef de l'Etat quant au retour de la paix et de la stabilité en Algérie, le secrétaire général de l'UGTA a estimé qu'Abdelaziz Bouteflika «méritait toute la reconnaissance pour ce geste qui consistait en la politique de réconciliation nationale». «S'il n'avait pas fait ce geste, on n'en serait pas là.

On évoque beaucoup de par le monde l'empreinte de Nelson Mandela qui a réconcilié le peuple sud-africain, mais, il faut aussi ne pas faire preuve d'ingratitude à l'égard du Président Bouteflika qui a réconcilié les Algériens entre eux et qui a droit, pour cela, à tous les égards», a conclu Sidi-Saïd.

A. B.

LE 12^E ROUND DE NÉGOCIATIONS SE TIENDRA AVANT LA FIN MARS

Benbada justifie les lenteurs

Le 12^e round de négociations en vue de l'adhésion de l'Algérie se tiendra au plus tard au mois de mars. Les lenteurs enregistrées dans les négociations ne sont qu'un semi-échec, affirme le ministre du Commerce qui assure que si l'Algérie avait fait des concessions, elle aurait été déjà membre depuis de longues années.

Nawal Imès — Alger (Le Soir) — Pas de date fixée de manière formelle mais le prochain round de négociations en vue de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC se tiendra au plus tard avant la fin du premier trimestre en cours. Le chef du groupe de travail chargé du dossier Algérie en a informé la

partie algérienne en attendant que le secrétariat de l'OMC arrête une date précise. Pour Mustapha Benbada, le processus peut paraître lent mais il est justifié par la complexité des dossiers en négociation et par le souci de l'Algérie de ne pas faire des concessions sur des sujets quali-

fiés de vitsaux pour l'économie algérienne comme les tarifs de transport du gaz par exemple. Comme lors des rounds passés, l'Algérie s'attend à recevoir le plus grand nombre d'interrogations émaner des Etats-Unis d'Amérique et des pays membres de l'Union européenne.

Benbada se veut formel : la volonté politique d'adhérer à l'OMC y est mais des «lignes rouges» ne devront pas être franchies. Le ministre du Commerce s'exprimait lors d'un point de presse qui a suivi la réunion qui a regroupé les cadres du secteur du Commerce.

Une rencontre d'évaluation au cours de laquelle le ministre s'est montré satisfait du bilan du secteur pour l'année qui vient de s'écouler. Son département ministériel a promulgué 11 décrets, et 25 décisions ministérielles qui concernent divers domaines d'activité. A travers les différentes wilayas, ce sont 335 marchés parallèles qui ont été supprimés en attendant la réalisation de 1 000 structures de proximité.



Mustapha Benbada.

Pour l'année en cours, le ministère a tracé une feuille de route devant permettre la mise à niveau du cadre juridique, l'installation d'un réseau d'inspections à travers les wilayas et la création de pôles spécialisés en matière de contrôle et le lancement effectif du registre du commerce informatisé. Interrogé au sujet des prix de certains produits, le

ministre s'est voulu rassurant en s'appuyant sur les statistiques de l'ONS qui évoquent un taux d'inflation qui ne dépasse pas les 4%.

Optimiste au regard des analyses du marché mondial, Benbada s'attend à ce que 2014 soit une année où les produits de première nécessité ne connaîtront pas de hausse.

N. I.

AFFAIRE DES COMPLICES D'ABOU ZEÏD

Le procès renvoyé à la prochaine session criminelle

L'affaire des présumés terroristes, dont le fils et les deux frères Abdelhamid Abou Zeïd, poursuivis en 2010 pour leur implication dans les attentats terroristes dans le Grand Sud algérien, a été reportée à la prochaine session criminelle.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Douze accusés sont concernés dans cette affaire et devront être traduits devant le tribunal criminel d'Alger. L'affaire a été renvoyée

hier, suite à l'absence de témoins et d'avocats constitués. Parmi les accusés, trois membres de la famille d'Abou Zeïd et le groupe qui activaient dans la région du Grand Sud algérien en tant que soutien aux terroristes dirigés par Abou Zeïd. Ils les approvisionnaient notamment en vivres et en carburants.

L'arrêt de renvoi précise que l'affaire remonte à 2010 «quand les services de sécurité avaient procédé à l'arrestation de

membres d'une famille dans le sud-est du pays, recrutés par l'un des leurs». Ce dernier n'étant autre que le terroriste Mohamed Ghadir alias Abdelhamid Abou Zeïd. Selon l'arrêt de renvoi, le terroriste Abou Zeïd avait choisi pour base la ville malienne de Khalil.

Ceci, alors que le soutien logistique concernait, entre autres, les régions de Mahssouna dans la wilaya d'El Oued, d'Illizi, In Amenas et El Goléa. Le frère

d'Abou Zeïd, le dénommé Ghadir Sassi, qui est considéré comme le principal accusé dans cette affaire, a été arrêté en 2010 en possession d'explosifs et d'armes lourdes.

Il est par ailleurs à noter qu'Abdelhamid Abou Zeïd a été abattu par les forces françaises et tchadiennes en février 2013 au Mali. C'est au mois de mars de l'année 2013 que sa mort a été officiellement confirmée.

F.-Z. B.

ELLES SONT EN HAUSSE 40% des infractions liées au manque d'hygiène

Si le nombre de contrôles effectués par les services habilités a augmenté en 2013 de 19% en passant à plus de 1,2 million de contrôles, le nombre d'infractions constatées a lui aussi augmenté de 23% en 2013 passant de 168 000 à 225 000. 40 % de ces infractions concernent le manque d'hygiène. Paradoxalement, le nombre d'intoxications alimentaires est quant à lui en recul, passant de 4 235 en 2012 à 3 500 cas en 2013.

N. I.